



CABINET
Service communication

Marseille, vendredi 31 octobre 2014

MAISON SQUATTÉE PAR DES FAMILLES ROMS À MARTIGUES ABOUTISSEMENT DU TRAVAIL SOCIAL ET D'ACCOMPAGNEMENT CONDUIT DEPUIS UN AN

Michel CADOT, préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône et Gaby CHARROUX, Député-Maire de Martigues, tiennent à souligner le travail social réalisé pour accompagner les neuf familles roms qui squattaient une maison dans le quartier de Saint-Jean à Martigues.

Le 17 décembre 2013, le Tribunal d'Instance de Martigues avait ordonné l'expulsion sans délai des occupants. Le Préfet avait ensuite accepté de surseoir à cette évacuation, à la demande du collectif d'associations qui s'était constitué, pour permettre la réalisation d'un travail social approfondi.

Au terme d'une année de travail et grâce à l'implication active de la CAF, de Pôle Emploi, de la Mission Locale du Pays de Martigues, de l'AFPA Istres, des services de la ville de Martigues, de la Sous-préfecture d'Istres et de quelques bailleurs sociaux, le bilan suivant peut être dressé. Trois adultes ont trouvé un emploi durable, ce qui a permis à quatre familles d'intégrer un dispositif d'accès au logement pérenne. Deux adultes bénéficient de perspectives de mise à niveau en français puis de formation professionnelle, qui pourraient leur permettre une insertion par l'emploi à moyenne échéance. Enfin, deux familles ont fait le choix d'un retour en Roumanie.

Dans l'attente de l'aboutissement de l'ensemble des démarches administratives, les familles appelées à occuper des logements pérennes et qui n'ont pas encore pu les intégrer bénéficient d'hébergements transitoires. Les trois autres familles restées en France font l'objet d'un hébergement provisoire.

C'est dans ce contexte que les familles ont décidé de quitter la maison squattée dès hier soir. Celle-ci sera mise en sécurité en vue d'une démolition très rapide.

Le Préfet et le Député-maire remercient tous les acteurs de cette démarche, ainsi que les familles concernées, les riverains et les bénévoles du collectif pour le sens des responsabilités dont ils ont fait preuve. C'est cet effort commun qui a permis l'intervention efficace des différents services publics.

Ils considèrent comme exemplaire le traitement du problème social et humain que constituait le squat de cette maison.